

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET  
POPULAIRE  
MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

# Budget Citoyen 2024



**Guide du citoyen pour comprendre le projet de loi de finances pour 2024**



**Décembre 2023**



# Déclaration du Ministre

Le Ministère des finances s'engage à poursuivre la mise en œuvre des engagements et réformes, tout en améliorant l'efficacité des performances, en insufflant la transparence et l'intégrité, et en renforçant les valeurs morales nobles, tout en s'adaptant aux évolutions nationales et internationales.

Le contenu du Budget revêt un caractère technique, qui n'est pas toujours compris par l'ensemble de la population; c'est là où on intervient le rôle du Budget citoyen, qui est considéré comme un document de simplification, c'est peut-être le document le plus important, pour le citoyen parce que c'est le seul document budgétaire produit par le gouvernement qui est explicitement élaboré pour le public .

**M. Laaziz FAID**  
**MINISTRE DES FINANCES**

## Budget citoyen 2024 en quelques questions ????

- 01 C'est quoi un budget citoyen ?
- 02 Connait-on la terminologie budgétaire ?
- 03 Le calendrier du processus d'adoption du Budget de l'Etat ?
- 04 Quelles sont les principales hypothèses économiques Retenues pour le budget 2024 ?
- 05 Quelles sont les recettes du budget 2024 ?
- 06 Quelles sont les dépenses au titre du budget de l'Etat 2024 ?
- 07 Quelles sont les nouvelles mesures importantes prévues au titre du budget 2024 en terme de développement Humain ?
- 08 Quelles sont les nouvelles mesures importantes prévues au titre du budget 2024 en terme de développement Economique?
- 09 A RETENIR POUR 2024
- 10 Quels sont les principaux contacts utiles en matière budgétaire pour le citoyen ?

# 1- C'est quoi un budget citoyen ?

## Budget de l'Etat

Le budget de l'État est un document qui englobe l'ensemble des recettes et des dépenses prévisionnelles pour une année civile.

Le budget de l'État est l'expression chiffrée du programme d'actions du Gouvernement.

Le budget de l'État se traduit annuellement par des lois de finances.

## Budget Citoyen

Document qui résume et explique les informations clés du budget de l'État.

Un budget citoyen est une forme de rapport, destiné à la population afin de faciliter la compréhension du budget de l'État.

Un budget citoyen permet d'accroître la culture budgétaire de la population, étant donné que les citoyens sont ses principaux bénéficiaires.

## Les éléments clés du budget citoyen



## Connait-on la terminologie budgétaire ?

### Loi de Finances (LF)

La loi de finances détermine pour un exercice, la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat, ainsi que l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte, en tenant compte d'un équilibre économique défini

### Les types de Loi de Finances

Il y a trois lois de Finances  
La LF de l'année ou initial  
La LF rectificative  
La LF de règlement budgétaire

### Loi de règlement budgétaire

La loi portant règlement budgétaire est l'acte par lequel il est rendu compte de l'exécution de la loi de finances de l'année et des lois de finances rectificatives relatives à la même année

### Autorisation d'engagement

Les autorisations d'engagements constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées.

### Cadrage budgétaire à moyen terme (CBMT)

Un cadrage budgétaire à moyen terme est arrêté chaque année par le Gouvernement sur proposition du ministre chargé des finances, au début de la procédure de préparation des lois de finances. Il détermine, pour l'année à venir, ainsi que les deux années suivantes, les prévisions de recettes, de dépenses et du solde du budget de l'Etat, ainsi que, le cas échéant, l'endettement de l'Etat.

### Crédit de paiement

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées, mandatées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.



# Connait-on la terminologie budgétaire ?

## Programme

Un programme regroupe l'ensemble des crédits concourant à la réalisation d'une mission spécifique relevant d'un ou de plusieurs services, d'un ou de plusieurs ministères ou institution publique et définie en fonction d'un ensemble cohérent d'objectifs précis.

## Sous programme

sous-programme est une subdivision de type fonctionnel du programme

## Action

Une action est une subdivision opérationnelle du programme, permettant de préciser le niveau de mise en œuvre des politiques conduites et poursuivies et des crédits demandés, ouverts et exécutés. Une action peut comporter des sous actions qui précisent davantage le niveau de mise en œuvre

## Balance des paiements

La balance des paiements est un état qui retrace l'ensemble des échanges de biens, services et de capitaux pendant une période donnée entre les agents économiques résidents d'un pays et le reste du monde

## Solde de la balance commerciale

Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, le pays a un excédent commercial ou que sa balance commerciale est excédentaire  
Si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou sa balance commerciale est déficitaire

## Balance commerciale

la balance commerciale est un état qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés



## Connait-on la terminologie budgétaire ?

### **Le contrat d'objectif de performance**

Le but d'un contrat de créer la passerelle entre les objectifs stratégiques de l'État et les actions mises en œuvre sur le terrain

il permet de :

- préciser les missions prioritaires de l'organisme ;
- définir les objectifs ;
- valoriser les résultats.

### **Indicateurs de performance**

Les indicateurs de performance sont des paramètres mesurables qu'on utilise pour évaluer la performance et les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs



## Le calendrier du processus d'adoption du budget de l'État

### Mars- Avril 2023

Envoi d'une note méthodologique d'orientation aux ministères dépen­siers.



### Mai-Aout 2023

Négociations budgétaires entre les ministères dépen­siers et le ministère des finances. Arbitrage des actions de désaccord entre les ministères dépen­siers et le ministère des finances.

### Octobre 2023

Examen et approbation du projet de budget de l'État sous forme d'une loi (de finances) par le Parlement

### Septembre 2023

Adoption du projet de budget de l'État en Conseil des Ministre.

### Décembre 2023

Promulgation de la loi de finances par le Président de la République.  
Publication de la loi de finances au journal officiel.

**Quelles sont les principales hypothèses économiques  
retenues pour le budget 2024 ?**



**Taux de change  
139,2 DA/\$US**



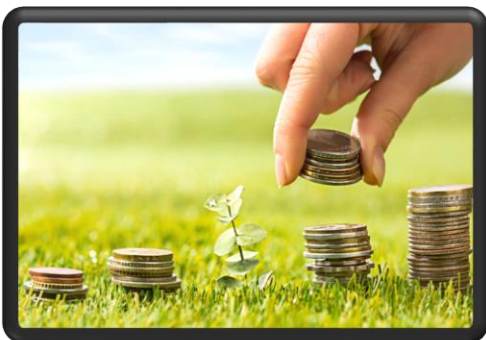
**Exportations  
d'hydrocarbures  
49,8 Mrds\$ US**



**importations de  
marchandises  
43,5Mrds\$ US**



**Taux d'inflation  
+9,74%**



**Taux de croissance hors  
hydrocarbures  
+5,6%**



**Taux de croissance  
+4,2%**

## RECETTES DEFINITIVES APPLIQUEES AU BUDGET DE L'ETAT



# RECETTES DEFINITIVES

En DA	2024
<b>1-Impositions de toute nature</b>	<b>7 629 602 408 126</b>
<b>A- Recettes fiscales</b>	<b>4 117 263 195 563</b>
1.1 Impôts sur le revenu	1 861 986 253 961
1.2 Impôts sur le capital	62 552 162 500
1.3 Impôts sur la consommation	1 621 673 434 529
1.4 Droits de douanes et assimilés	456 563 760 173
1.5 Autres impositions et taxes	111 439 790 000
1.6 Produits des amendes	3 047 794 400
<b>B-Fiscalité des hydrocarbures</b>	<b>3 512 339 212 563</b>
<b>2-Revenus des domaines de l'Etat</b>	<b>80 152 334 400</b>
2.1 Droits et redevances	15 500 000 000
2.2 Revenus de location et d'exploitation	18 589 092 000
2.3 Produit de cession d'actifs mobiliers et immobiliers	15 500 000 000
2.4 Produit des prestations administratives	16 000 000 000
2.5 Autres droits et revenus	14 563 242 400
<b>3-Revenus des participations financières de l'Etat</b>	<b>1 175 000 000 000</b>
3.1 Produit des dividendes des banques et des établissements financiers	1 000 000 000 000
3.2 Produit des dividendes des établissements non financiers	175 000 000 000
3.3 Autres prélèvements et revenus des actifs financiers	0
<b>4-Rémunération de services rendus par l'Etat et les redevances</b>	<b>0</b>
<b>5-Produits divers du budget</b>	<b>212 500 000 000</b>
<b>6- Produits exceptionnels divers</b>	<b>0</b>
<b>7- Fonds de concours, dons et legs</b>	<b>50 000 000</b>
<b>8-Intérêts et produits provenant de prêts, avances et placements de l'Etat</b>	<b>8 000 000 000</b>
<b>Total des recettes</b>	<b>9 105 304 742 526</b>



## QUELLES SONT LES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT 2024?



**Etat "B"**



**Répartition des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiement (CP)  
par portefeuilles de programmes, par programme et par dotation**

En DA

<b>Portefeuilles de programmes -Programmes / Dotation</b>	<b>Autorisation d'Engagement</b>	<b>Crédits de Paiement</b>
<b>Présidence de la République</b>	<b>25 571 785 000</b>	<b>67 167 221 000</b>
<b>Services du Premier Ministre</b>	<b>18 483 462 000</b>	<b>46 650 101 000</b>
<b>Défense Nationale</b>	<b>2 926 000 000 000</b>	<b>2 926 000 000 000</b>
<b>Affaires Etrangères et Communauté Nationale à l'Etranger</b>	<b>58 927 108 000</b>	<b>58 263 108 000</b>
<b>Intérieur, Collectivités Locales et Aménagement du Territoire</b>	<b>1 320 424 887 000</b>	<b>1 328 807 337 000</b>
<b>Justice</b>	<b>184 670 664 000</b>	<b>167 219 463 000</b>
<b>Finances</b>	<b>3 172 492 621 000</b>	<b>3 171 110 969 000</b>
<b>Energie et Mines</b>	<b>168 644 000 000</b>	<b>180 376 373 000</b>
<b>Moudjahidine et Ayants Droit</b>	<b>251 728 476 000</b>	<b>251 797 176 000</b>
<b>Affaires Religieuses et des Wakfs</b>	<b>50 857 212 000</b>	<b>50 076 984 000</b>
<b>Education Nationale</b>	<b>1 489 829 962 000</b>	<b>1 439 981 962 000</b>
<b>Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique</b>	<b>618 794 308 000</b>	<b>647 028 780 000</b>
<b>Formation et Enseignement Professionnels</b>	<b>118 016 617 000</b>	<b>118 582 617 000</b>
<b>Culture et Arts</b>	<b>33 026 280 000</b>	<b>34 381 669 000</b>
<b>Jeunesse et Sports</b>	<b>121 975 380 000</b>	<b>123 975 380 000</b>
<b>Numérisation et Statistiques</b>	<b>1 371 000 000</b>	<b>1 351 000 000</b>
<b>Poste et Télécommunications</b>	<b>14 224 635 000</b>	<b>15 277 635 000</b>
<b>Solidarité Nationale, Famille et condition de la Femme</b>	<b>218 925 670 000</b>	<b>218 055 170 000</b>
<b>Industrie et Production Pharmaceutique</b>	<b>7 896 519 000</b>	<b>10 308 119 000</b>
<b>Agriculture et Développement Rural</b>	<b>660 983 027 000</b>	<b>664 647 353 000</b>
<b>Habitat, Urbanisme et Ville</b>	<b>1 104 329 689 000</b>	<b>564 313 320 000</b>
<b>Commerce et Promotion des Exportations</b>	<b>146 117 087 000</b>	<b>152 329 437 000</b>
<b>Communication</b>	<b>22 332 233 000</b>	<b>26 442 233 000</b>
<b>Travaux Publics et Infrastructures de Base</b>	<b>466 875 682 000</b>	<b>799 279 940 000</b>
<b>Hydraulique</b>	<b>211 731 724 000</b>	<b>332 384 594 000</b>
<b>Transports</b>	<b>73 478 122 000</b>	<b>69 401 163 000</b>
<b>Tourisme et Artisanat</b>	<b>5 625 767 000</b>	<b>7 654 830 000</b>
<b>Santé</b>	<b>846 225 000 000</b>	<b>848 225 000 000</b>
<b>Travail, Emploi et Sécurité Sociale</b>	<b>863 783 003 000</b>	<b>862 683 003 000</b>
<b>Relations avec le Parlement</b>	<b>588 926 000</b>	<b>588 926 000</b>
<b>Environnement et Energies Renouvelables</b>	<b>8 184 935 000</b>	<b>12 931 735 000</b>
<b>Pêche et Productions Halieutiques</b>	<b>7 382 515 000</b>	<b>8 438 865 000</b>
<b>Economie de la Connaissance, Startups et Micro Entreprises</b>	<b>30 177 828 000</b>	<b>30 177 828 000</b>
<b>Sous Total des portefeuilles de programmes des Ministères</b>	<b>15 249 676 124 000</b>	<b>15 235 909 291 000</b>
<b>Sous Total des portefeuilles de programmes des Institutions Publiques</b>	<b>43 060 862 000</b>	<b>39 373 253 000</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>15 292 736 986 000</b>	<b>15 275 282 544 000</b>

**LES NOUVELLES MESURES IMPORTANTES  
PREVUES  
AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT  
EN TERME DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN**



# Education Nationale

AE: 1 489 829 962 000 DA  
CP: 1 439 981 962 000 DA



## Enseignement

AE : 1 417 147 212 000 DA  
CP: 1 372 846 501 000 DA

## Formation

AE : 1 455 205 000 DA  
CP: 1 140 040 000 DA

## Vie scolaire et transferts sociaux

AE : 30 767 325 000 DA  
CP: 26 779 301 000 DA

## Administration Générale

AE: 40 460 220 000 DA  
CP: 39 216 120 000 DA

les crédits retenus seront destinés principalement à :

- ✓ la couverture en année pleine de l'incidence financière induite par la prise en charge des 37 352 postes budgétaires ouverts au titre de l'année en cours ;
- ✓ La couverture de 10 000 postes budgétaires du produit de formation, proposés pour la rentrée scolaire de septembre 2024/2025.
- ✓ La prise en charge de l'incidence financière induite par la révision de la grille indiciaire des dépenses de personnel ,
- ✓ La mise en service des établissements réceptionnés pour la rentrée scolaire 2023-2024 ,
- ✓ Le financement du programme d'investissement du secteur de l'Education Nationale à travers l'inscription des opérations nouvelles pour un montant de **119,7 Milliards de DA** et la réévaluation du programme en cours : **24,9 Milliards de DA**,



# Enseignement supérieur

**Autorisations d'engagement : 618 794 308 000 DA**

**Crédits de paiement : 647 028 780 000 DA**

Programmes	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Enseignement et formation supérieurs	404 039 441	418 343 652
Recherche scientifique et développement technologique	32 605 061	39 348 533
Vie estudiantine	180 239 081	187 425 870
Administration générale	1 910 725	1 910 725
<b>Total</b>	<b>618 794 308</b>	<b>647 028 780</b>

Réalisation de 8 000 Places pédagogiques (2000 PP à Bouira, 2000 PP à Bousaada et 4000 PP à Alger 3)

Equipement de 6 000 places pédagogiques et diverses structures de soutien

Acquisition d'équipements scientifique pour le renforcement des travaux pratiques

Equipements complémentaires des diverses structures universitaires

Réalisation des entités de recherche (Oran, Batna)

Etude, suivi et réhabilitation des entités de recherche

Réhabilitation des entités de recherche

Equipements des entités de recherche

Réalisation de 1000 lits d'hébergement à El Eulma

Réalisation de 1000 lits d'hébergement a Naama

Complément d'équipements des résidences universitaires, et leur dépendances (50 000 lits)

Réhabilitation des résidences universitaires

## LE RÉSEAU UNIVERSITAIRE



# Santé

AE: 846 225 000 000 DA

CP: 848 225 000 000 DA

PROGRAMMES	AE 2024	CP 2024
PREVENTION ET SOINS	823 373 225 000	818 255 225 000
FORMATION DANS LE DOMAINE DE LA SANTE	12 211 138 000	17 949 138 000
ADMINISTRATION GENERALE	10 640 637 000	12 020 637 000
<b>Total</b>	<b>846 225 000 000</b>	<b>848 225 000 000</b>

Il s'agit des crédits destinés au financement et au développement des activités sanitaires notamment ce qui concerne :

- ✓ le renforcement de la ressource humaine du secteur de la santé à travers l'ouverture de **15 809** postes budgétaires supplémentaires (praticiens spécialistes, paramédicaux et contractuels), pour un impact financier supplémentaire de **7 671 940 000 DA** ;
- ✓ le programme d'approvisionnement en médicaments pour un montant global de **200 Milliards de DA** et ce, afin de garantir la continuité du programme et la prise en charge de certaines maladies budgétivores plus particulièrement la cancérologie et les maladies rares ;
- ✓ le programme de vaccination pour un montant de **36 Milliards de DA** afin de prendre en charge le programme élargi de la vaccination
- ✓ la révision à la hausse des crédits destinés à la prise en charge de l'alimentation et des frais de restauration pour un montant de **16 Milliards de DA**.

# Les indicateurs de performance du secteur de la santé

Résultats attendus	Indicateurs de performance	Valeurs actuelles	Mesure	Date	Valeurs cibles	Mesure	Date
<b>Programme 1: Prévention et soins</b>							
Renforcer la politique de prévention	Taux de couverture vaccinale	BCG:98 DTCHiB3:77 ROR:71	%	2022	≥ 95	%	2024
	Taux de disponibilité des vaccins	90	%	2022	100	%	2024
	Statistiques sur l'évolution des maladies	Rougeole:47 Tétanis:0 Diphthérie:04	cas	2022	-	cas	2024
Améliorer l'état de santé de la population	Evolution du taux d'espérance de vie	74,5	ans	2022	78,1	ans	2024
	Rapport entre dépenses de soins et dépenses de prévention						
Augmenter la capacité d'accueil et d'interventions médicales des établissements publics de santé	Evolution des capacités d'accueil des EPS	77 585	lits	2022	80 005	lits	2024
	Nombre d'intervention médicales par an	607 935	acte	2022	668 725	acte	2024
<b>Programme 2: Formation dans le domaine de la santé</b>							
Former les professionnels de la santé dont le payer à besoin, pour une prise en charge totale, permanente et qualitative	Taux d'obtention des diplomes	95	%	2022	100	%	2024
	Taux de poursuite des études	98	%	2022	100	%	2024

## Travail, emploi et sécurité sociale



les crédits retenus pour le secteur du Travail sont destinés pour plus de 99% au financement des programmes :

de Soutien et promotion de l'emploi : pour une enveloppe de **476,171 Milliards de DA**, afin de prendre en charge les dépenses afférentes à l'allocation chômage, et au dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle (DAIP) ;

de Soutien au système de sécurité sociale : pour un montant de **380,914 Milliards de DA**, comportant principalement les dépenses de solidarité nationale destinées à l'amélioration du pouvoir d'achat des petites pensions et allocations de retraite et d'invalidité.

**AE: 863 783 003 000**  
**DA**  
**CP: 862 683 003 000**  
**DA**

**Inspection générale du travail**  
**AE: 3 163 968 000**  
**CP: 3 163 968 000**

**Soutien et promotion de l'emploi**  
**AE: 476 271 358 000**  
**CP: 475 171 358 000**

**Système de protection sociale**  
**AE: 380 914 505 000**  
**CP: 380 914 505 000**

## Formation professionnelle

**AE:118 016 617 000 DA**  
**CP:118 582 617 000DA**

### Formation Professionnelle

**AE : 20 143 691 000 DA**  
**CP: 19 506 191000 DA**



### Enseignement Professionnel

**AE :662 000 000 DA**  
**CP: 540 000 000 DA**

le budget accordé au secteur de la formation professionnelle prévoit la prise en charge notamment :

- ✓ de la 2<sup>ème</sup> tranche de l'impact financier induit par la révision de la grille indiciaire des salaires;
- ✓ Le financement des travaux d'aménagement, de réhabilitation, de réfection, d'extension et d'équipement des sièges de directions et des anciens établissements de la formation professionnelle;
- ✓ L'étude et la réalisation des établissements de la formation professionnelle (INSFP et CFPA) y compris le programme complémentaire de la Wilaya de Djelfa pour l'année 2024;
- ✓ Acquisition d'équipements en mobiliers scolaires et services communs au profit des établissements de la formation professionnelle
- ✓ La création de la banque de données relative à l'apprentissage.

# Jeunesse et Sports

AE : 121 975 380 000 DA

CP : 123 975 380 000 DA



## SPORTS

AE: 58 793 584 000 DA

CP: 59 096 330 000 DA

## JEUNESSE

AE: 32 190 336 000 DA

CP: 32 679 526 000 DA

les principales actions à prendre en charge au titre de l'exercice 2024 peuvent être présentées comme suit :

Le financement du programme d'investissement pour un montant des **36 Milliards de DA** destiné à la réalisation et la réhabilitation des infrastructures sportives.

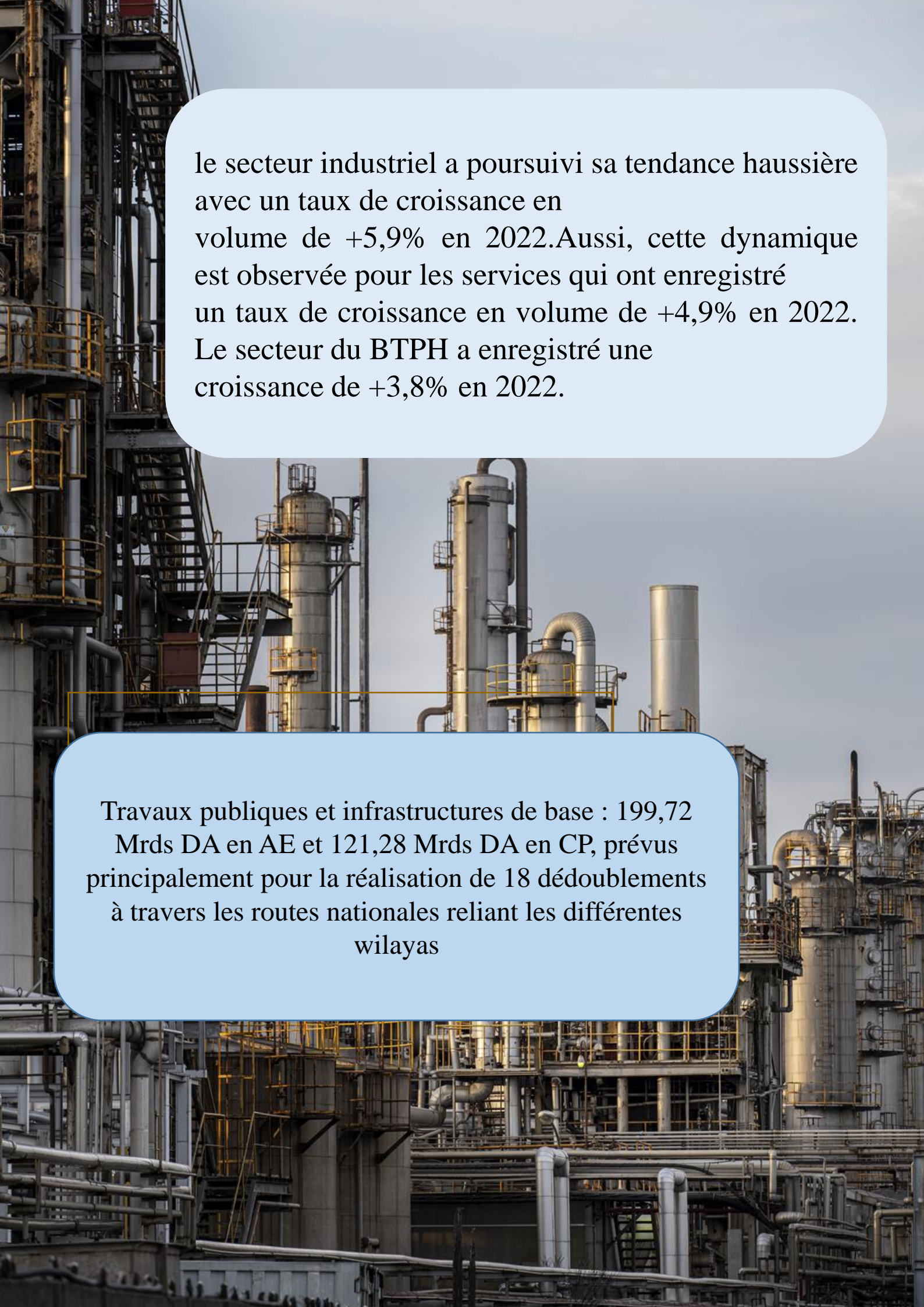
La prise en charge des dépenses liées aux colonies de vacances de l'exercice 2024, pour **2,5 milliards de DA**, et la préparation des athlètes et d'élite et haut niveau en prévision des jeux olympiques et paralympiques de Paris en 2024 pour un montant de **1 Milliard de DA**.

Le fonctionnement normal des structures de la jeunesse et des sports





**QUELLES SONT LES NOUVELLES  
MESURES IMPORTANTES PREVUES AU  
TITRE DU BUDGET DE L'ETAT 2024 EN  
TERME DE DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE ?**

A detailed view of an industrial refinery or chemical plant. The scene is filled with a complex network of silver-colored pipes, metal walkways with yellow railings, and several large vertical cylindrical tanks. The lighting is bright, suggesting a clear day, and the overall atmosphere is one of a busy industrial facility.

le secteur industriel a poursuivi sa tendance haussière avec un taux de croissance en volume de +5,9% en 2022. Aussi, cette dynamique est observée pour les services qui ont enregistré un taux de croissance en volume de +4,9% en 2022. Le secteur du BTPH a enregistré une croissance de +3,8% en 2022.

Travaux publics et infrastructures de base : 199,72 Mrds DA en AE et 121,28 Mrds DA en CP, prévus principalement pour la réalisation de 18 dédoublements à travers les routes nationales reliant les différentes wilayas

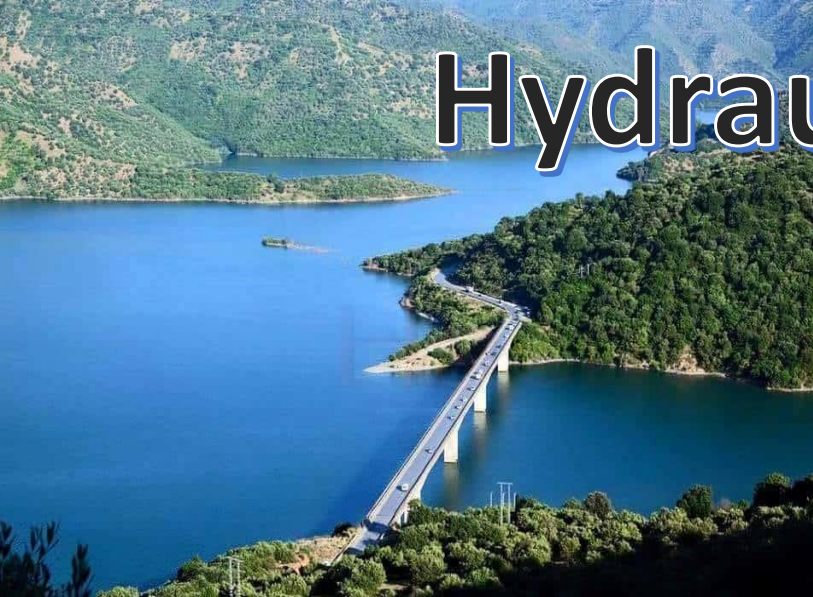
Agriculture et développement rural	567 683 550 000	568 831 092 000
Forêts	30 671 183 000	28 913 448 000
Total	617 991 827 000	618 172 610 000



- le secteur de l'agriculture a marqué une forte croissance, jamais enregistrée depuis 2015,
- soit +4,9% en 2022, contre une baisse de 1,7% en 2021.



# Hydraulique



**Ministère de l'Hydraulique :**

**AE: 211 731 724 000**

**CP: 332 384 594 000**

<b>Programmes</b>	<b>AE</b>	<b>CP</b>
Mobilisation des ressources en eau et de la sécurité hydrique	52 754 148 000	72 898 148 000
Approvisionnement en eau potable et industrielle	90 100 149 000	176 686 179 000
Hydraulique agricole	3 524 100 000	5 420 100 000
Assainissement et protection du milieu naturel	48 251 123 000	60 579 123 000
Administration générale	17 102 204 000	16 801 044 000
<b>Total</b>	<b>211 731 724 000</b>	<b>332 384 594 000</b>

Les crédits prévus pour 2024 rentre dans le cadre de la poursuite de la réalisation des objectifs du secteur à savoir :

- Augmentation des capacités de mobilisation des eaux par la réalisation des retenues collinaire pour un gain de 9 110 million de m<sup>3</sup>/an et mobilisation des eaux souterraines pour un gain de 8 930 million de m<sup>3</sup>/an
- Augmentation de la contribution du dessalement d'eau de mer pour l'AEP pour une cote part eau dessalée par rapport au volume global de l'AEP de 42 % ;
- L'amélioration de l'accès à l'eau par l'augmentation des capacités de stockage de 360 000 m<sup>3</sup>.
- Le développement des grands périmètres d'irrigation d'une superficie de 20 000 ha ;
- La mise à la disposition de la ressource pour le développement de l'agriculture saharienne 2 000 million de m<sup>3</sup>/an.
- L'augmentation du volume d'eau usée épurée de 1 176 m<sup>3</sup>/an et sa réutilisation dans les activités urbaines et agricoles

## Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville

	<b>AE</b>	<b>CP</b>
Logement	711 794 774 000	313 523 191 000
Urbanisme et aménagement	84 698 145 000	60 322 145 000
Villes et Villes nouvelles	16 834 899 000	33 907 778 000
Equipements publics	261 085 010 000	126 833 345 000
<b>Total</b>	<b>1 074 412 828 000</b>	<b>534 586 459 000</b>

- Destinés notamment à la réalisation, au niveau des différentes wilayas de : 130.000 logements LPL
- Travaux d'amélioration urbaine de l'ancien tissu urbaine
- 46 lycées, 66 collèges et 125 écoles primaires



**A RETENIR**



**Sur le plan de la  
préservation et  
l'amélioration du  
pouvoir d'achat**



**Maintien du soutien de l'État aux différents produits à large consommation, tout en veillant à la disponibilité et à la stabilité des produits alimentaires, en particulier ceux subventionnés, et en luttant contre toute forme de spéculation**

**Augmentation des traitements des fonctionnaires issus de la révision des grilles des points indiciaires pour les années 2022, 2023 et 2024, devant induire une augmentation cumulée de 47% du niveau des salaires, au profit de 2,86 Millions fonctionnaire et agent publics.**

**Augmentation du montant minimum des pensions de retraite en Algérie à 15 000 dinars pour ceux qui percevaient moins de 10 000 dinars et à 20 000 dinars pour ceux qui touchaient 15 000 dinars, afin de s'aligner sur le salaire minimum, qui est passé de 18 000 dinars à 20 000 dinars depuis 2021**

**Création puis révision de l'allocation chômage de 13 000 dinars à 15 000 dinars nets, en plus de la prise en charge par l'État des frais de couverture médicale des chômeurs pendant leur période de bénéfice de l'allocation, concernant 2,35 millions de bénéficiaires.**


**Augmentation de la bourse universitaire pour les étudiants de 1 300 dinars par mois à 2.000 dinars par mois, (soit + 700 DA/mois), au profit de 945 396 étudiants**

**Augmentation de l'allocation de solidarité à 7 000 dinars pour ceux qui percevaient actuellement 3 000 dinars, ce qui concernera 1 071 738 de bénéficiaires, dans le cadre de la préservation de la dignité des citoyens de toutes catégories.**

**Augmentation de l'allocation versée aux handicapés à 100% touchant 314 000 bénéficiaires et qui passe de 10 000 DA à 12 000 DA.**

**Sur le plan de la  
promotion de l'emploi**






**Recrutement opéré au profit de certain secteur notamment, l'Education nationale (dont : 12.877 éducateurs sportifs) ainsi que des professeurs d'anglais**



**Levée de gel des promotions sur examens professionnels au profit de 280 625 fonctionnaires, étalée sur 03 ans, à hauteur de 40% pour 2023 et 2024 et de 20% pour 2025.**



**Recrutement de titulaires de Magistère et de Doctorat dans des postes universitaires**



**Intégration de 321.880 bénéficiaires du dispositif DAIP avec un taux d'intégration de 98,9% et la reconversion en contrat à durée indéterminée de 181.106 bénéficiaires DAIS**



**Sur le plan de l'encouragement et de promotion de l'investissement**



**Adoption d'exonérations fiscales allant jusqu'à 5 ans au profit des Startups.**

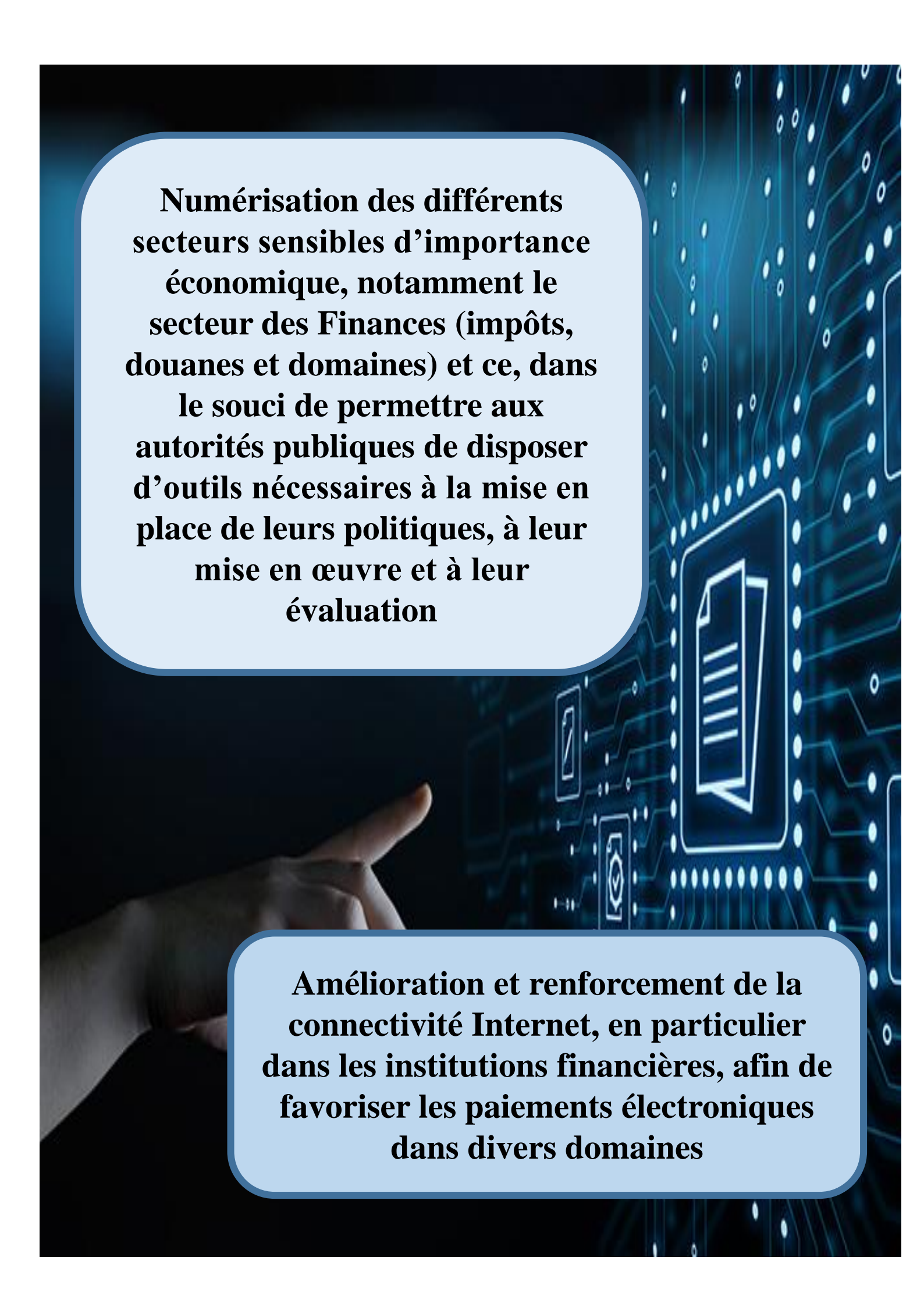
**Éviter l'imposition de nouvelles taxes ou l'augmentation des impôts sur les professionnels du secteur de la pêche**

**Accorder toutes les facilitations nécessaires au lancement d'une industrie navale locale, permettant de développer la flotte nationale et de rehausser les capacités de production pour d'approvisionnement du marché national**

**Création de zones d'activités pour la création de petites et moyennes entreprises (PME) destinées aux jeunes à travers toutes les communes.**

# Sur le plan de la concrétisation de la numérisation



The background of the slide features a dark blue, glowing digital interface. It is filled with intricate circuit board patterns, glowing lines, and various icons, including a document icon and a speech bubble icon. In the lower-left corner, a person's hand is visible, with the index finger pointing towards the right, as if interacting with the digital elements. The overall aesthetic is high-tech and futuristic.

**Numérisation des différents secteurs sensibles d'importance économique, notamment le secteur des Finances (impôts, douanes et domaines) et ce, dans le souci de permettre aux autorités publiques de disposer d'outils nécessaires à la mise en place de leurs politiques, à leur mise en œuvre et à leur évaluation**

**Amélioration et renforcement de la connectivité Internet, en particulier dans les institutions financières, afin de favoriser les paiements électroniques dans divers domaines**

## Quelles sont les principaux contacts utiles en matière budgétaire pour le citoyen



[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[www.mfdgb.gov.dz](http://www.mfdgb.gov.dz)



[www.mfdgi.gov.dz](http://www.mfdgi.gov.dz)



[www.douane.gov.dz](http://www.douane.gov.dz)



[www.dgdn.gov.dz](http://www.dgdn.gov.dz)



[www.mf-dgc.gov.dz](http://www.mf-dgc.gov.dz)

**Ministère des Finances**  
**Direction Générale du Budget**  
**Immeuble Ahmed FRANCIS 16306 BEN AKNOUN –ALGER**  
**Téléphone : +213 ( 0) 21 59 51 51 / ( 0) 21 59 52 52**